

Die Linke

*ou la nouvelle gauche
radicale allemande :
un défi pour
la social-démocratie ?*

Jacques-Pierre Gougeon

Die Linke

*ou la nouvelle gauche radicale allemande :
un défi pour la social-démocratie ?*

Jacques-Pierre Gougeon

SOMMAIRE

Introduction	5
Un antécédent à l'Est : le Parti du socialisme démocratique	8
Protestation et réalité sociales : le terreau de Die Linke	16
Programme et implantation de Die Linke : un défi pour les sociaux-démocrates	30
Conclusion	50

INTRODUCTION

À un moment où la gauche européenne peine à trouver la faveur des électeurs, avec plusieurs élections générales perdues depuis 2007, et alors que se structure en France une offre politique à la gauche du Parti socialiste, l'évolution du paysage politique allemand ne peut que retenir l'attention. Celle-ci est en effet caractérisée par l'émergence et la stabilisation d'une force politique à la gauche du Parti social-démocrate (SPD), suffisamment forte pour représenter une concurrence électorale sérieuse et peut-être augurer d'une recomposition des lignes et alliances politiques traditionnelles. À cet égard, l'année 2007 marque incontestablement un tournant dans l'histoire politique et électorale allemande. Pour la première fois depuis 1946-1947, un parti se situant à la gauche du SPD, Die Linke, « La Gauche », franchissant les 5 % constitutionnellement nécessaires pour siéger, est entré quasi

Jacques-Pierre Gougeon, agrégé d'allemand, est professeur des universités, spécialiste de l'Allemagne contemporaine et ancien conseiller culturel. Il a écrit plusieurs ouvrages, dont *Allemagne : une puissance en mutation* (Éditions Gallimard, « Folio », 2006), et *La Social-Démocratie allemande. De la révolution au réformisme 1830-1996* (Éditions Aubier, 1996).

simultanément dans plusieurs parlements régionaux ouest-allemands : en Hesse, en Basse-Saxe et à Hambourg.

Curieux retour de l'histoire. Certes, à la suite des élections régionales de 1946-1947 dans la partie occidentale de l'Allemagne, où il obtint en moyenne 9,4 % des suffrages – dépassant même 10 % en Bade-Wurtemberg, à Hambourg et en Rhénanie-du-Nord-Westphalie – le Parti communiste d'Allemagne (DKP) avait pu occuper une place sur l'échiquier politique, confirmée par son score de 5,7 % aux élections fédérales de 1949. Mais il s'éclipsa ensuite très vite de la vie politique allemande (2,2 % aux élections fédérales de 1953), bien avant son interdiction par la Cour constitutionnelle en 1956. Réapparu en 1969 sous l'appellation de Parti communiste allemand (avec également le sigle DKP), ses succès électoraux ne furent pas meilleurs. De même, si une autre forme de gauche radicale tenta de se structurer dans les années 1966-1968, notamment sous la forme de la Gauche démocratique et de l'opposition extraparlamentaire, les succès électoraux ne furent pas durablement au rendez-vous, excepté dans quelques grandes villes industrielles et/ou universitaires comme Mannheim et Stuttgart. Après la fin du terrorisme des années 1970, le débat sur la gauche

radicale dans le paysage politique disparut. Ce n'est qu'au lendemain de l'unification, avec la présence, dans les Länder de l'Est, du Parti du socialisme démocratique (PDS), en partie héritier – mais pas uniquement – de l'ancien parti communiste d'Allemagne de l'Est, le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), que cette notion et cette discussion réapparaissent – dans un contexte et avec un contenu différents, bien sûr.

La présence de cette autre forme de gauche radicale a été interprétée par une large majorité de politologues et d'observateurs comme un phénomène passager, l'expression momentanée d'une déception à l'égard d'un processus d'unification qui devait nécessairement faire des « perdants ». Cette gauche à la gauche du Parti social-démocrate était censée disparaître avec la diminution du nombre des « perdants » de l'unification et le retour, notamment à l'Est, à une situation économique et sociale plus favorable. Or, il n'en a rien été. Cette gauche radicale s'installe durablement dans le paysage politique allemand, jusqu'à dépasser les sociaux-démocrates dans certains Länder orientaux et jusqu'à fragiliser leur base électorale à l'Ouest. Déjà, sous l'ère Schröder, l'historien et politologue Franz Walter s'inquiétait dans son ouvrage *Die SPD. Vom Proletariat*

zur *Neuen Mitte* (« Le SPD. Du prolétariat au nouveau centre ») de la « désidéologisation¹ » à l'œuvre, susceptible d'ouvrir un espace à une force politique à l'époque encore indéfinie, le PDS n'étant alors vécu que comme un « reliquat » de la culture est-allemande.

Au-delà des résultats électoraux, Die Linke influence le débat politique intérieur et l'évolution des deux grandes formations politiques, le SPD et l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le premier se divisant sur le rapport à établir avec Die Linke, la seconde, qui perçoit une possible « gauchisation » du SPD soucieux de se prémunir sur sa gauche, revendiquant pour elle seule l'idée de « centre », notion qui, jugée positive par 64 % des Allemands², est capitale dans la vie politique allemande.

UN ANTÉCÉDENT À L'EST : LE PARTI DU SOCIALISME DÉMOCRATIQUE

L'actuel parti Die Linke est issu d'une fusion lancée le 17 juin 2005, en prévision des élections fédérales anticipées du 18 septembre

1. Franz Walter, *Die SPD. Vom Proletariat zur Neuen Mitte*, Berlin, Alexander Fest Verlag, 2002, p. 263.

2. Enquête d'opinion conduite par l'institut Allensbach et publiée dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 février 2008.

suisant, et finalisée au congrès de Dortmund des 15 et 16 juin 2007, entre le PDS, parti régional postcommuniste créé le 17 décembre 1989 dans le sillon du SED, et l'Alternative électorale pour le travail et la justice (Wahlalternative Arbeit und soziale Gerechtigkeit, WASG), constituée, entre autres, par des dissidents du Parti social-démocrate, des syndicalistes et des militants altermondialistes hostiles aux réformes conduites par l'ancien chancelier Gerhard Schröder.

Ce rapprochement a d'abord été engagé pour permettre aux deux composantes d'atteindre une dimension nationale, le PDS ne parvenant pas à « percer » à l'Ouest et devant se contenter d'une « existence est-allemande », tandis que la WASG avait une topographie et une sociologie quasi exclusivement ouest-allemandes (responsables syndicaux de l'Ouest, anciens membres du SPD et des Verts, adhérents d'Attac, militants trotskistes...). Dans un document de la direction de ce qui était encore le PDS, la double perspective d'un rapprochement et d'un changement de dénomination est à la fois justifiée par la nécessité « d'opposer à la grande coalition favorable au recul de la démocratie et de l'État providence et aux défenseurs d'une concurrence débridée et d'une militarisation, une

force de gauche puissante proposant des alternatives sociales et écologiques », le devoir de favoriser « un ancrage dans les Länder de l'Ouest » et la volonté de « saisir la chance historique de dépasser la division de la gauche allemande³ ». C'est aussi au nom de ces objectifs qu'est défendue la coopération avec Oskar Lafontaine – considéré à l'Est comme trop ouest-allemand, notamment en raison de ses positions sur l'unification en 1989-1990⁴ – qui avait annoncé en mai 2005 sa démission du SPD, son adhésion à la WASG et son souhait de participer à l'opposition à la politique « néolibérale » de ses anciens amis sociaux-démocrates. On ne peut saisir la naissance et le développement de Die Linke sans examiner la préexistence du parti néocommuniste (PDS) qui a servi de véritable rampe de lancement. En dépit de cultures politiques différentes, ce qui est source de tensions, l'apport du PDS à la constitution d'une force de gauche radicale est un élément central. Le lancement de Die Linke a pu s'appuyer sur la structure et

3. *PDS in die Linkspartei umbenannt*, direction du PDS/Parti de gauche, Berlin, 18 juillet 2005, p. 1.

4. Candidat à la chancellerie du SPD pour les élections fédérales du 2 décembre 1990, Oskar Lafontaine avait mis en garde dans plusieurs discours et dans son ouvrage *Deutsche Wahrheiten* (« Vérités allemandes ») contre le réflexe de la référence à l'État national allemand qui avait laissé tant de mauvais souvenirs dans l'histoire et était amené à être « dépassé à un niveau supérieur d'intégration » (p. 183), propos à contre-courant de la majorité de la direction du SPD et de l'opinion publique de l'époque.

l'implantation du PDS, le rapprochement engagé peu de temps avant les élections fédérales de septembre 2005 prévoyant une ouverture des listes néocommunistes aux membres de la WASG. L'attitude des Allemands de l'Est, qui dès le lendemain de l'unification ne voient dans le Parti social-démocrate ni le parti des « petites gens » ni celui de la contestation et préfèrent voter en faveur du PDS, va connaître à partir du début des années 2000, en lien d'ailleurs avec les réformes Schröder, un prolongement à l'Ouest qui sera vite capté par la WASG.

On trouve à l'origine du PDS et de sa pérennité un faisceau de raisons. La première est le sentiment d'une non-prise en compte par l'Ouest de l'identité est-allemande et de la différence que cette identité implique tant dans le rapport au passé que dans le comportement politique, social et culturel. C'est ce que dépeint l'ancien président du PDS et actuel coprésident, avec Oskar Lafontaine, du groupe parlementaire de Die Linke au Parlement fédéral, Gregor Gysi. Il écrit dans son livre de souvenirs *Ein Blick zurück, ein Schritt nach vorne* (« Un regard en arrière, un pas en avant ») : « Les habitants des nouveaux Länder ont eu, après le 3 octobre 1990, de plus en plus l'impression qu'ils étaient davantage

tolérés que désirés⁵. » L'autre facteur est le sentiment de déclasserement social éprouvé par de nombreux Allemands de l'Est à la suite de la politique économique menée par le gouvernement fédéral, notamment la politique de privatisation des entreprises d'État et à la suite de la perte de 2,6 millions d'emplois, essentiellement dans l'industrie, qui en a résulté. Même si l'on admet que ce sont principalement les conditions de départ de l'unification et de l'économie est-allemande qui ont provoqué l'effondrement industriel de l'Allemagne orientale, il n'en reste pas moins que la désindustrialisation et la perte massive d'emplois – après avoir atteint des pics de 19,5 % en 1997-1998, le taux de chômage en Allemagne orientale s'élève encore aujourd'hui à 13 % – ont été vécues par les populations concernées comme un véritable traumatisme, une injustice, et comme les conséquences d'un libéralisme économique que justement le PDS pourfendait.

Il n'est donc pas étonnant, que la première année de sa création, le PDS ait comporté parmi ses adhérents 31 % de chômeurs et 14 % de préretraités⁶. Lors de son congrès des 24 et 25 février 1990, il

5. Gregor Gysi, *Ein Blick zurück, ein Schritt nach vorne*, Hambourg, Hoffmann und Campe, 2001, p. 17.

6. Dietmar Wittich, "Sozialstruktur von PDS-Mitgliedern", dans Oskar Niedermayer et Richard Stöss, *Parteien und Wahlen im Umbruch*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1994, p. 234.

se définit comme « parti socialiste » qui plonge ses racines « dans les courants du mouvement ouvrier allemand et international, les traditions révolutionnaires et démocratiques du peuple allemand et l'antifascisme » et défend « la justice sociale, la solidarité, la liberté des opprimés et l'aide aux faibles⁷ ». La double dimension identitaire et protestataire explique la pérennité de cette force politique à l'Est.

Les succès électoraux du PDS vont servir de terreau à l'extension et au développement ultérieurs de Die Linke, tant ils structurent durablement, dans un premier temps à l'Est, une force à la gauche du SPD. Si au niveau fédéral le score du PDS reste dans un premier temps modeste, avec 2,4 % en 1990, 4,4 % en 1994, 5,1 % en 1998 et 4 % en 2002, et si ses tentatives pour s'implanter à l'Ouest sont un échec, comme à Brême en 2003 (1,7 % des voix) ou en Rhénanie-du-Nord-Westphalie en 2005 (0,9 % des voix), son implantation régionale à l'Est est forte : exception faite du Brandebourg et du Mecklembourg, il y devance régulièrement le SPD dans les élections régionales. Celui-ci se trouvait donc

7. Compte rendu du congrès du SED-PDS tenu à Berlin les 24 et 25 février 1990, direction du SED-PDS, p. 90.

fortement concurrencé sur sa gauche à l'Est, et ce, bien avant la fusion ayant conduit à la création de Die Linke (*voir tableau 1*).

Tableau 1

**Résultats du SPD et du PDS aux élections régionales
en Allemagne orientale de 2002 à 2006**

(en % des voix)

	2002		2004		2006	
	Saxe-Anhalt	Mecklembourg	Thuringe	Saxe	Brandebourg	Saxe-Anhalt
SPD	20	40,6	14,5	9,8	31,9	21,4
PDS	20,4	16,4	26,1	23,6	28	24,1

Source : Office fédéral de la statistique, 2004 et 2006.

Cette implantation du PDS à l'Est se vérifie également lors de scrutins à valeur nationale comme les élections européennes, où en 2004 le SPD est devancé par le PDS dans tous les Länder est-allemands (*voir tableau 2*). L'actuel ministre des Transports social-démocrate du gouvernement Merkel, Wolfgang Tiefensee, à l'époque maire de Leipzig, est ainsi amené à affirmer le 20 juin 2004, dans un entretien au Frankfurter Allgemeine Zeitung, que, dans le nouveau paysage politique de l'Est, « le SPD est en voie de marginalisation, pêchant dans les mêmes eaux que le PDS ».

Tableau 2

**Résultats du SPD et du PDS aux élections européennes
du 13 juin 2004 dans les nouveaux Länder**

(en % des voix)

	SPD	PDS
Brandebourg	20,6	30,8
Mecklembourg-Poméranie	16,1	21,7
Saxe	11,9	23,5
Saxe-Anhalt	18,5	23,7
Thuringe	15,5	25,3

Source : Office fédéral de la statistique, 2004.

Cette situation délicate du Parti social-démocrate dans les nouveaux Länder est d'autant plus durement ressentie qu'elle se manifeste au sein de régions qui, comme dans le cas de la Saxe et de la Thuringe, ont historiquement été des bastions de la social-démocratie sous l'Empire allemand et la République de Weimar. Au-delà de la faiblesse électorale, il s'agit d'une perte de références historiques et d'une crise d'identité. Plus généralement, cette présence du PDS à l'Est a provoqué l'érosion dans cette partie de l'Allemagne des deux grands partis (*Volksparteien*), SPD et CDU, dont le poids aux élections fédérales n'a cessé de décroître depuis 1990. Cette année-là, ils recueillaient à eux deux aux élections fédérales 66,1 % des suffrages à l'Est (contre 80 % à l'Ouest) ; en

2005, cette proportion passait à seulement 55,8 % (contre 72,6 % à l'Ouest). Avec l'effritement des deux grands partis, éléments structurants de la vie politique allemande depuis 1949, c'est un pan de la culture politique allemande qui disparaît.

PROTESTATION ET RÉALITÉ SOCIALES : LE TERREAU DE DIE LINKE

Chronologiquement, les prémices d'une structuration à l'Ouest d'une gauche radicale remontent aux premières manifestations de mécontentement à l'égard des réformes engagées par Gerhard Schröder au cours de sa deuxième mandature, à partir de 2002. Cette politique a été vécue par une partie de la gauche, dont des syndicalistes et des sociaux-démocrates, qui ont alors choisi de quitter leur parti, comme une « trahison » qui justifiait la construction d'une alternative à gauche du SPD. Pour saisir la portée de ce mouvement, il faut avoir à l'esprit le contenu des principales réformes ainsi que la philosophie qui les a inspirées. Leur réception a en effet constitué une césure dans le processus d'élaboration d'une force de gauche radicale. Oskar Lafontaine a même parlé de

« lois de la honte⁸ » et dénoncé dans son ouvrage *Die Wut wächst* (« La colère monte »), réédité opportunément en 2003, « la répartition du bas vers le haut » et « une réforme qui signifie moins d'État providence et moins de droits pour les salariés⁹ ».

C'est dans un discours prononcé devant le Parlement fédéral, le 14 mars 2003, que Gerhard Schröder a annoncé sa volonté de « rupture », d'une part avec la politique sociale menée jusqu'alors, d'autre part avec la tradition sociale-démocrate, trop exclusivement tournée, selon lui, vers la redistribution et l'assistance. Il en a appelé à de profonds changements « afin de revenir en tête du développement économique et social en Europe », le principal enjeu étant « la réforme de l'État providence, dont la rénovation est devenue indispensable ». La démarche qui doit inspirer cet esprit de la réforme est clairement présentée : « Nous réduirons les prestations sociales distribuées par l'État, nous favoriserons la responsabilité individuelle et nous devons davantage exiger de chaque individu.¹⁰ »

8. *Der Spiegel*, 4 juillet 2005.

9. Oskar Lafontaine, *Die Wut wächst. Politik braucht Prinzipien*, Hambourg, Ullstein, 2003.

10. Déclaration gouvernementale du chancelier fédéral Gerhard Schröder prononcée devant le Parlement fédéral le 14 mars 2003, www.bundesregierung.de, p. 1, 4 et 2.

Ce tournant a été certes d'abord influencé par la situation économique et sociale de l'Allemagne et la volonté de diminuer le coût du travail et de réduire un taux de chômage élevé, mais aussi par une réflexion plus générale chez certains historiens et sociologues sur la finalité et les limites de l'État providence à l'heure de la mondialisation. Figure de proue de cette réflexion, le sociologue Franz-Xaver Kaufmann déplore dans son ouvrage *Varianten des Wohlfahrtsstaates* (« Les Variantes de l'État providence ») « un affaïssement de la synergie entre politique sociale et politique économique » et observe que le système allemand de protection sociale n'est pas comme en Angleterre fondé sur la nécessité d'éviter de tomber dans la pauvreté, mais sur la volonté de garantir dans tous les cas aux bénéficiaires la couverture de leurs besoins essentiels aux frais de la collectivité, avec pour conséquence « une moindre pression pour la reprise du travail » et souvent « un bilan mitigé de la politique de l'emploi¹¹ », réduite au financement de l'exclusion. Les grandes lignes de ce que Gerhard Schröder a appelé l'Agenda 2010 sont énoncées : réforme fiscale, réforme du marché du travail impliquant notamment une restriction de la pro-

11. Franz-Xaver Kaufmann, *Varianten des Wohlfahrtsstaates. Der deutsche Sozialstaat im internationalen Vergleich*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 2003, p. 10 et 306.

tection contre les licenciements, réforme du système de santé, réforme des retraites et investissements dans la recherche et l'éducation. Le renversement des paradigmes est clair : l'égalité cède la place à l'égalité des chances, la responsabilité collective à la responsabilité individuelle et la protection à la performance, sans que bien sûr la première exclue nécessairement la seconde.

Dans le cadre du financement du système de protection sociale, il est davantage fait appel à l'individu, qu'il soit patient ou retraité, sous forme de contribution ou de diminution de prestations. En matière de santé, la hausse des cotisations sur les salaires doit être enrayée par une ponction financière des assurés qui assumeront 80 % des économies, notamment par l'introduction d'un ticket modérateur, du versement d'une redevance forfaitaire de 10 euros par trimestre lors de la première visite chez le médecin et d'une réduction du nombre de prestations remboursées, les soins dentaires étant exclus du système général. Concernant les retraites, un « facteur de durabilité » établissant une relation entre le nombre de retraités et celui des cotisants conduira d'ici à 2030 à une réduction de la retraite nette avant impôts de 53 % du revenu à 43 %. Concernant la réforme du marché du travail, la priorité va à la

dérégulation et à la création d'un secteur d'emplois à petits revenus. Cette réforme s'inspire des travaux menés sous la présidence de Peter Hartz, ancien directeur du personnel de Volkswagen. Plusieurs lois résultent des recommandations de ce groupe de travail : la loi Hartz I concerne l'activation et la transformation du service public de l'emploi, et durcit la définition de l'emploi acceptable (les chômeurs de longue durée doivent accepter les emplois rémunérés jusqu'à 30 % au-dessous du salaire moyen pratiqué dans la région pour un emploi équivalent) ; la loi Hartz II soutient la création d'entreprises individuelles au moyen d'aides financières et encourage les citoyens à accepter des activités faiblement rémunérées (*Minijobs* jusqu'à 400 euros par mois et *Midijobs* entre 400 et 800 euros) en offrant des exonérations totales ou partielles de cotisations sociales ; la loi Hartz III instaure la gestion par objectifs du service public de l'emploi et révisé le cadre de la principale mesure d'emploi aidé ; et la loi Hartz IV instaure un nouveau mode d'indemnisation du chômage visant à simplifier et à réduire le montant des allocations chômage.

Cette dernière loi retiendra plus particulièrement l'attention, tant elle marque une rupture avec les pratiques antérieures de l'État

providence. Après le passage de la durée légale d'indemnisation de 26 à 12 mois pour les moins de 57 ans et de 32 à 18 mois pour les 57 ans et plus, un revenu standard ne prenant plus en compte le revenu individuel antérieur est instauré. Pour les chômeurs en fin de droits et les allocataires de l'aide sociale, une fusion de l'allocation chômage et de l'aide sociale est mise en place, correspondant à la perception d'un montant de base de 345 euros pour une personne seule, auquel s'ajoute la prise en charge du loyer et du chauffage. Le versement de l'allocation est subordonné aux ressources du conjoint ou de la famille et aux revenus du patrimoine mobilier et immobilier. Les bénéficiaires de l'allocation ont le droit d'exercer une activité annexe, dont ils conservent un pourcentage du revenu.

Très vite, une vague de protestation saisit une partie de la gauche allemande et son électorat, jusqu'au sein même du Parti social-démocrate, avec le député Hans-Peter Bartels. Dans son ouvrage *Victory-Kapitalismus* (« Le Capitalisme victorieux »), ce dernier reproche à ses amis d'avoir été influencés par « les fondamentalistes libéraux, les prophètes d'une domination de l'économie sur tous les domaines de la société », alors même qu'il serait

nécessaire « d'orienter activement dans un sens social ce qui peut encore l'être dans l'océan de la libre économie de marché¹² ». Oskar Lafontaine, suivi dans ses positions par le président de l'Association des salariés sociaux-démocrates, Ottmar Schreiner, par ailleurs ancien secrétaire général du SPD, déplore que « le gouvernement s'inspire sans retenue des idées néolibérales (...) et (qu')une partie du SPD veuille nous ramener au XIX^e siècle¹³ ». Après les élections fédérales de 2005, il peut même affirmer : « Dans cette assemblée du Parlement fédéral, nous n'avons pas de majorité de gauche. En dehors de nous ne siègent que des partis qui soutiennent Hartz IV, l'Agenda 2010 et des guerres contraires au droit international.¹⁴ »

Au-delà des partis, c'est l'ensemble de la gauche qui s'émeut, et plus particulièrement le monde syndical. Le président de la Confédération des syndicats allemands, Michael Sommer, par ailleurs membre du SPD, affirme qu'une « politique qui abandonne le principe fondamental de la solidarité fait fausse route¹⁵ » et rédige

12. Hans-Peter Bartels, *Victory-Kapitalismus*, Cologne, Kiepenheuer und Witsch, 2005, p. 12 et 219.

13. *Die Welt*, 8 février 2003.

14. *Der Spiegel*, 13 mars 2006.

15. *Die Zeit*, 8 mai 2003.

même un contre-projet au programme de réformes de Gerhard Schröder : mise en place d'un programme d'investissements publics, réintroduction de l'impôt sur la fortune, imposition plus élevée des profits boursiers, développement de la formation continue et flexibilité de la rémunération selon la situation de l'entreprise. L'ancien président du syndicat IG Metall, Franz Steinkühler, affirme quant à lui que « le SPD, avec les lois Hartz, tire les chômeurs vers la pauvreté¹⁶ ». Même le président du syndicat des services Verdi, Frank Bsirske, connu pour son profil réformiste, met en garde le gouvernement Schröder : « Nous rejetons le caractère injuste car unilatéral des sacrifices imposés aux gens modestes par l'Agenda 2010. Nous devons montrer qu'il existe des alternatives (...) Le SPD n'a jamais eu de majorité politique sans le soutien de l'électorat proche des syndicats¹⁷. »

Parallèlement à ces réactions de responsables politiques et syndicaux, un mouvement plus large s'organise à travers une série de manifestations organisées sur le modèle des protestations ayant précipité en 1989 la chute du Mur. Lors de la manifestation du 30 août 2004

16. *Der Spiegel*, 16 août 2004.

17. *Handelsblatt*, 18 novembre 2003

à Leipzig, la présence d'Oskar Lafontaine donne une signification politique à l'événement, parfois mal accepté tant les « comités de citoyens » craignent la récupération. Les manifestants prennent librement la parole pour dénoncer en termes sévères l'Agenda 2010 et plus particulièrement la loi Hartz IV, accusée de viser à généraliser la paupérisation. Parties de l'Est, les « manifestations du lundi » s'étendent à l'Ouest avec les mêmes slogans. La presse n'est pas en reste, qui décrit, à l'instar du *Süddeutsche Zeitung* du 21 avril 2004, « un fossé grandissant en Allemagne entre pauvres et riches » ou, tel le *Spiegel* du 16 août 2004, une « Allemagne saisie par la fièvre des lois Hartz » et « la peur du déclassement social ».

C'est dans ce contexte que naît l'idée de créer à l'Ouest un parti à gauche du SPD. Début mars 2004, des responsables des syndicats IG Metall et Verdi se réunissent à la maison de la Confédération des syndicats allemands de Berlin pour envisager la création d'un nouveau parti de gauche. Un texte intitulé *Pour une alternative électorale*, rédigé par le secrétaire auprès du comité directeur de Verdi, Ralf Krämer, précise le contexte et les objectifs de cette initiative : « Pour faire reculer le néolibéralisme, nous devons l'attaquer sur son propre terrain. C'est dans ce sens qu'une alternative

électorale est nécessaire afin de transformer en projet politique la pression née dans la société en dehors des sphères parlementaires. C'est le moyen de fixer une limite au glissement à droite du SPD. Dans le meilleur des cas, il serait possible de réduire le SPD au statut de troisième force du Parlement¹⁸ ». L'Alternative électorale pour le travail et la justice sociale voit le jour le 4 juillet 2004 à Berlin. Les principaux membres fondateurs sont deux syndicalistes d'IG Metall, Klaus Ernst et Thomas Händel.

Cette impression de déclassement social que nous avons décrite est d'autant plus fortement ressentie que le phénomène est confirmé par plusieurs études qui mettent en avant l'accroissement des inégalités en Allemagne depuis l'unification, et plus particulièrement depuis le début des années 2000. Die Linke n'hésite pas à attribuer cette situation à la politique conduite par le gouvernement rouge-vert de Gerhard Schröder et par la grande coalition où siège le SPD, les deux « grands » partis étant placés dans cette rhétorique sur le même plan comme simples « accompagnateurs de la mondialisation ». Le malaise est réel non seulement dans les

18. Document présenté dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 11 mars 2004.

milieux populaires, ouvriers et employés en tête, mais aussi au sein des couches moyennes. Dans son étude *Politische Milieus in Deutschland* (« La Sociologie politique des milieux sociaux en Allemagne »), le sociologue Gero Neugebauer observe que « le climat général en Allemagne est marqué par l'insécurité sociale, les peurs face à l'avenir et une grande sensibilité à l'égard de l'inégalité sociale croissante et de l'absence de mobilité sociale ». Ce sentiment touche particulièrement les milieux populaires et défavorisés, où prédomine l'idée que « quand on est en bas de la pyramide on y reste¹⁹ ». Si le chômage diminue depuis deux ans, atteignant 7,8 % (avec la persistance importante d'une différence entre l'Ouest, avec 6,4 %, et l'Est, avec 13,4 %), l'accroissement des inégalités de revenus et la stabilisation persistante d'une pauvreté en partie due à un niveau de salaire très bas dans certains secteurs, sont frappants. Le salaire minimum n'existant jusqu'ici en Allemagne que dans le bâtiment et, depuis peu, dans le service postal, on peut trouver au sein de certains secteurs des niveaux de rémunération très bas ; la Confédération des syndicats allemands a ainsi relevé un taux horaire de 6,45 euros dans le secteur de la sécurité à

19. Gero Neugebauer, *Politische Milieus in Deutschland*, Bonn, Dietz, Die Studie der Friedrich-Ebert Stiftung, 2007, p. 46.

Hambourg, de 6,38 euros dans la coiffure dans le Bade-Wurtemberg et de 5,12 euros dans le transport routier en Thuringe. Entre 1995 et 2006, la part des salariés à faible rémunération est passée de 15 % de l'ensemble des effectifs salariés à 22,2 %, soit 6,5 millions de personnes.

Ce sont souvent les mêmes qui sont soumis à la précarité. Entre 1994 et 2006, le nombre de salariés ayant un contrat à durée déterminée est passé de 1,9 million à 2,7 millions ; celui des personnes travaillant à temps partiel, de 6,5 millions à 11,8 millions. Selon Eurostat, 14,5 % des salariés allemands ont un contrat à durée déterminée, contre 13,5 % en France et 13 % en Italie. Plusieurs études publiées récemment par des instituts de recherche, dont une particulièrement commentée de l'Institut de recherche économique de Berlin (le DIW), présentent une réalité sociale marquée par un dangereux accroissement de la pauvreté, un effritement des couches moyennes et un creusement des inégalités sociales. La part de la population touchée par la pauvreté (revenu net inférieur à 60 % du revenu moyen) durant au moins deux années consécutives atteindrait 11,1 % de la population à l'Ouest et 17,3 % à l'Est, avec une forte augmentation depuis le début des

années 2000 (voir tableau 3), les catégories concernées étant principalement les chômeurs, les personnes sans diplôme et les mères célibataires. Cette même étude met en garde contre un phénomène prévisible du fait de la faible durée de cotisation d'une partie de cette population : un appauvrissement des personnes âgées.

Tableau 3

**Évolution du taux de pauvreté en Allemagne
durée égale ou supérieure à deux ans**
(en % de la population)

	2000	2002	2004	2006
Ouest	6,5	8,8	9,7	11,3
Est	8,5	10,6	13,5	17,3

Source : Institut de recherche économique de Berlin, 2008.

La classe moyenne qui avait constitué l'ossature du miracle économique des années 1950-1960 s'effrite, alors qu'elle a longtemps représenté un des éléments essentiels du mythe fondateur de l'économie sociale de marché, référence encore obligée dans tous les discours politiques de droite comme de gauche. La chancelière Angela Merkel a encore rappelé le 20 juin 2008 dans une interview au *Frankfurter Allgemeine Zeitung* que l'économie

sociale de marché, « alliance des forts avec les faibles », est « l'ordre social le mieux à même de garantir un équilibre des intérêts dans une société démocratique diversifiée ». Là encore, cette érosion de la classe moyenne connaît une accélération depuis le début des années 2000. En 2007, cette fraction de la population représente 54,1 % de la société contre 62,3 % en 2000. Une petite partie a certes connu durant cette période une ascension vers les couches supérieures, mais une part plus importante a subi un glissement vers le bas (voir tableau 4).

Tableau 4

**Évolution de la répartition de la population allemande
entre 2000 et 2007**
(en % de la population totale)

	2000	2007
Couche supérieure à haut revenu (supérieur à 150 % du revenu net moyen par personne)	18,8 %	20,5 %
Couche moyenne à revenu moyen (entre 70 et 150 % du revenu net moyen par personne)	62,3 %	54,1 %
Couche à bas revenu menacée de pauvreté (revenu inférieur à 70 % du revenu net moyen par personne)	18,9 %	25,4 %

Source : Institut de recherche économique de Berlin, 2008.

Si l'on ajoute à cette évolution le décrochage sur une longue période (de 1992 à 2007) du revenu net par tête des 10 % les plus pauvres de

la population, qui a reculé de 13 %, par rapport à l'envolée du revenu net par tête des 10 % les plus riches, qui a progressé de 31 %, on mesure combien les piliers de la cohésion sociale sont menacés. C'est une des explications majeures de la percée et du succès de Die Linke et de la difficulté du SPD à y faire face, la réalité sociale décrite remontant aux années de la participation gouvernementale de cette dernière – soit majoritaire, à la tête du gouvernement, avec les Verts de 1998 à 2005, soit minoritaire ensuite, dans une coalition avec la CDU.

PROGRAMME ET IMPLANTATION DE DIE LINKE : UN DÉFI POUR LE SPD

Après le processus de fusion lancé en 2005, le nouveau parti La Gauche, Die Linke, est créé officiellement le 16 juin 2007 à Berlin, lors d'un congrès fondateur qui élit une double présidence exercée par Oskar Lafontaine, ancien président du SPD de 1995 à 1999 et ministre des Finances jusqu'en 1999, et Lothar Bisky, ancien président du PDS. À cette occasion, soixante syndicalistes signent un appel justifiant leur adhésion au nouveau parti par leur volonté d'œuvrer en faveur d'une politique plus sociale.

Die Linke est le seul des partis allemands à ne pas avoir encore de programme fondamental. Le seul texte s'y apparentant est un document adopté les 24 et 25 mars 2007 et intitulé *Éléments programmatiques*. Le parti y dénonce « le passage des classes dirigeantes d'une politique de capitalisme régulé par l'État providence à une politique néolibérale fondée sur une idéologie du marché radicale » et constate que « le capitalisme néolibéral engendre le recul de la démocratie », notamment par la concentration de pouvoir qu'il implique. Il s'agit de « faire reculer l'influence néolibérale par la création d'une alliance sociale rassemblant les salariés hautement qualifiés, les travailleurs précaires, les chômeurs ainsi que les indépendants et chefs d'entreprises engagés socialement²⁰ ». Le parti est favorable à une politique de nationalisation de secteurs clés de l'économie et de services d'intérêt général (santé, culture, eau, électricité...). Mettant en avant la notion de « socialisme démocratique », Die Linke se propose de lutter contre la suppression des droits sociaux, en étroite coopération avec les syndicats. Le projet se veut éminemment social : suppression de Hartz IV ; généralisation d'un salaire minimum ; utilisation des

20. *Programmatische Eckpunkte*. Beschluss des Parteitag von WASG und Linkspartei. PDS am 24. und 25. März 2007 in Dortmund, www.dielinke.de.

gains de productivité pour l'augmentation des salaires réels et la réduction du temps de travail ; introduction d'un revenu minimum pour tous ; retour à un départ à la retraite possible à 60 ans, sans pénalités, notamment pour les métiers pénibles.

Au-delà de ces propositions, on notera trois lignes de fond : la volonté de se situer en opposition aux « classes dirigeantes », terme plusieurs fois répété sans définition précise ; le souhait d'apparaître, notamment pour l'aile néocommuniste, « présentable », surtout à l'Ouest, en voulant « engager un travail critique sur l'histoire de la pratique politique de la gauche en Allemagne de l'Est et en République fédérale » ; le désir de se démarquer de tous les autres partis représentés au Parlement fédéral (« les autres forces politiques ») en privilégiant un rapport direct avec la société, notamment avec « les forces extraparlimentaires de gauche », en revendiquant « une responsabilité particulière dans la défense des intérêts est-allemands au sein du système des partis en Allemagne » et en se présentant comme la seule force à s'opposer à « la militarisation de la politique étrangère allemande » et à proposer de « dépasser l'Otan²¹ ».

21. *Ibid.*, p. 23, 19 et 21.

Ces positions ont été complétées par une longue tribune d'Oskar Lafontaine²² parue peu de temps après la tenue du congrès de Dortmund dans laquelle il a précisé que « le socialisme démocratique suppose un ordre économique qui permette à l'individu de participer à la vie sociale, de garantir la paix et de protéger l'environnement », tout en indiquant – davantage que ne le faisaient les *Éléments programmatiques* – que « les États socialistes de l'Est ont échoué parce qu'ils n'étaient ni démocratiques ni fondés sur un État de droit ». Il reproche à ses anciens amis sociaux-démocrates « la suppression de la protection contre les licenciements, le corset injuste de Hartz IV (...), la chute continue des salaires, la baisse des prestations sociales, la diminution du niveau des retraites », oubliant ainsi que « ceux qui ne savent pas à la fin du mois comment payer leur facture d'électricité, ceux qui craignent de ne pas avoir assez d'argent pour acheter du pain, perdent leur liberté et (... que) sans justice sociale il n'y a pas de République ». Dans ce contexte, « Die Linke entend être un mouvement de renouveau démocratique » pour lequel « un État fort garantit les droits des plus faibles et l'existence d'une société libre ». En février 2008, le groupe

22. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 juillet 2007.

parlementaire de Die Linke au Parlement fédéral a ajouté quelques propositions, comme la création de 500 000 emplois publics dans les secteurs de l'éducation, de la culture et de la santé, mesure dont le coût est chiffré à 8,4 milliards d'euros, ou l'idée de transformer les prochaines élections en référendum sur la retraite à 67 ans.

En insistant sur la notion de « socialisme démocratique », que le SPD avait certes remise à l'honneur lors de son congrès de Hambourg d'octobre 2007, mais pour la délaissier sous l'ère Schröder – ce que ne manquent jamais de rappeler les responsables de Die Linke qui se présentent comme les vrais héritiers du mouvement ouvrier, Gregor Gysi ayant même souhaité que « le SPD redevienne social-démocrate²³ » –, en voulant se situer dans la lignée de Willy Brandt, champion de la détente et de la paix, et en se revendiquant comme l'unique parti défenseur de la justice sociale, Die Linke tente d'occuper un espace politique libéré par les sociaux-démocrates, allant de la gauche de l'échiquier politique aux couches moyennes fragilisées en passant par les milieux popu-

23. *Der Spiegel*, 25 février 2008.

lares. Au lendemain de l'élection fédérale du 18 septembre 2005, qui a permis à Die Linke de réaliser un score national de 8,7 % des voix (25,4 % à l'Est et 4,9 % à l'Ouest) contre 4 % en 2002, Gregor Gysi s'est empressé de rappeler que, pour lui, « le SPD et les Verts n'étaient pas ce que l'on pourrait qualifier de partis de gauche²⁴ ». Plusieurs travaux conduits par le Groupe d'étude du comportement électoral de l'université de Mannheim et l'institut TNS Infratest sur la composition des électors des partis politiques montrent que Die Linke est parvenue à capter cet électorat fragilisé qui s'étend des « salariés de la classe moyenne menacés » aux « déclassés précarisés » ne se reconnaissant pas (plus) dans le SPD. Ainsi, l'électorat de Die Linke se compose à 23 % de « déclassés précarisés », contre 5 % au SPD, et de 23 % de salariés de la couche moyenne menacés, soit 46 % pour ces deux seules catégories particulièrement touchées par le sentiment d'insécurité sociale et économique ainsi que par la peur du déclassement (voir *tableau 5*). Ces deux groupes, sensibles au discours sur le rejet de la politique de réforme Schröder/Merkel, constituent le réservoir électoral de Die Linke.

24. *Der Spiegel*, cahier spécial consacré aux élections de 2005, 19 septembre 2005.

Tableau 5

Éléments de la composition des électeurs des partis politiques
(part en % de l'électorat)

Salariés de la couche moyenne	CDU-CSU	SPD	Verts	Die Linke
Fragilisés/menacés	14	17	8	23
Déclassés/précarisés	4	5	4	23

Source : TNS Infratest, 2008.

L'analyse des résultats des élections fédérales du 18 septembre 2005 confirme la menace que représente Die Linke pour le SPD. Par rapport à 2002, 960 000 électeurs sont passés du vote pour le SPD à celui en faveur de Die Linke, alors que le solde net des transferts de voix entre le SPD et la CDU-CSU en faveur de cette dernière atteint 640 000 (voir tableau 6). Les soldes nets entre la CDU-CSU et Die Linke et entre les Verts et Die Linke au profit de celle-ci s'élèvent respectivement à 280 000 et 220 000 voix.

Tableau 6

**Transfert de voix du SPD vers les autres partis
aux élections fédérales du 18 septembre 2005**
(solde net)

En faveur de Die Linke	960 000	En faveur du FDP (libéraux)	170 000
En faveur de la CDU-CSU	640 000	En faveur d'autres partis	150 000
En faveur des Verts	210 000	En faveur de l'abstention	510 000

Source : Groupe d'étude du comportement électoral, Mannheim, 2005.

L'observation du profil sociologique de ce transfert de voix montre que ce sont les catégories « ouvriers » et « chômeurs » qui témoignent de la désaffection à l'égard du SPD la plus grande par rapport à 2002, alors que les gains de Die Linke dans ces mêmes groupes sont importants : + 13 % chez les chômeurs et + 7 % chez les ouvriers (voir tableau 7). Le SPD a donc d'abord un problème avec les milieux populaires et défavorisés. 60 % des électeurs de Die Linke déclarent avoir voté en faveur de ce parti pour « défendre la justice sociale ».

Tableau 7

Sociologie du vote aux élections fédérales de 2005 comparé à 2002
(en %)

	SPD		CDU-CSU		Verts		Libéraux		Die Linke	
	2005	2002	2005	2002	2005	2002	2005	2002	2005	2002
Résultat global	34,3	38,5	34,3	38,5	8,1	8,6	9,8	7,4	8,7	4
Ouvriers	37	41	31	38	5	5	8	6	12	5
Employés	36	37	31	35	11	13	11	8	7	3
Indépendants	21	19	42	48	12	14	19	14	6	2
Retraités	36	39	42	44	4	5	9	5	7	5
En formation	40	37	25	28	13	17	11	10	8	4
Chômeurs	31	39	24	29	7	9	8	7	23	10

Source : Groupe d'analyse du comportement électoral, Mannheim, 2005.

Un autre fait marquant de l'élection fédérale de 2005 doit retenir l'attention : exception faite de la Bavière et du Bade-Wurtemberg, Die Linke s'implante dans l'ensemble des Länder de l'Ouest, en réalisant des scores souvent supérieurs à 5 % en Rhénanie-Palatinat, en Hesse, en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et à Hambourg. À Brême, ce parti obtient 8,3 % des voix et en Sarre (terre d'Oskar Lafontaine) 18,5 %. Cette étape de 2005 laisse déjà présager les résultats aux élections régionales de 2006, 2007 et 2008 : si Die Linke obtient de faibles scores en Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat (2,5 % dans les deux cas le 26 mars 2006), l'entrée au parlement régional de Brême avec 8,4 % le 13 mai 2007, de Basse-Saxe avec 7,1 % et de Hesse avec 5,1 % (le 27 janvier 2008) et de Hambourg avec 6,4 % (le 24 février 2008) marque une étape importante dans la consolidation de son implantation électorale. De même, lors des élections municipales du Schleswig-Holstein du 25 mai 2008, où elle présente pour la première fois des candidats, Die Linke récolte 6,9 % des suffrages, avec des percées importantes dans certaines villes comme Lübeck (11,7 %) ou Kiel (11 %). Dans l'ensemble de l'Allemagne, elle est présente au sein de 10 parlements régionaux sur 16, ce qui en fait une force politique nationale.

Ce que les stratèges du parti avaient appelé « l'extension à l'Ouest » est engagé. Cette nouvelle donne bouleverse le paysage politique allemand en mettant fin au système quadripartite qui avait perduré malgré la présence du PDS – alors présenté et vécu comme un « parti régional » – au Parlement fédéral depuis 1990. Elle pose aussi au Parti social-démocrate la délicate question de son rapport à cette nouvelle force de gauche, alors même qu'une part de son identité de l'après 1945 était fondée sur un fort anti-communisme, sentiment encore présent chez une partie de ses dirigeants et de ses membres. C'est, par exemple, Kurt Schumacher, président du SPD jusqu'à sa mort en 1952, affirmant dans un célèbre discours prononcé à Berlin le 1^{er} juin 1951 qu'en 1945 « on n'avait pas encore compris que la structure du système communiste ressemble à celle du III^e Reich²⁵ ».

Le rapport à cette nouvelle force politique est un des défis majeurs que doit relever le SPD. À l'heure actuelle, le Parti social-démocrate est divisé sur l'attitude à adopter, même si déjà le poids de Die Linke conditionne sa réflexion, notamment dans sa présentation de

25. Voir Jacques-Pierre Gougeon, *La Social-Démocratie allemande. De la révolution à la réforme 1830-1996*, Paris, Editions Aubier, 1996, p. 288.

la mondialisation. Ainsi, le congrès de Hambourg tenu du 26 au 28 octobre 2007 s'est voulu – sans le reconnaître – un début de réponse à cette nouvelle donne de la vie politique allemande en replaçant la « question sociale » au cœur du débat. Le président du SPD, Kurt Beck, n'a pas hésité pas à « corriger » certains aspects de l'Agenda 2010 adopté sous Gerhard Schröder, notamment ceux consacrés à la réforme du marché du travail. Le SPD a ainsi adopté « Neufs Points en faveur d'une Allemagne sociale²⁶ » dont les plus saillants sont : l'allongement du versement de l'allocation chômage à 15 mois (au lieu de 12) pour les plus de 45 ans, à 18 mois pour les plus de 50 ans, voire à 24 (au lieu de 18) si la durée de cotisation dépasse 42 ans ; l'instauration d'une prime à l'emploi pour les salariés les plus modestes ; l'application d'un salaire minimum au secteur de l'emploi temporaire.

La volonté de réorienter le SPD pour renforcer son profil social se traduit également dans les accents du nouveau programme fondamental intitulé *La Démocratie sociale au XXI^e siècle*, qui remplace celui de 1989. Outre la réhabilitation du concept de « socialisme

26. *Neun Punkte für ein soziales Deutschland*, 2007.

démocratique » qui, après « la fin du socialisme d'État de type soviétique », incarne « toujours la vision d'une société libre, juste et solidaire dont la réalisation est (notre) devoir permanent », le texte insiste sur la nécessité de « promouvoir plus d'égalité dans la répartition des revenus, du patrimoine et du pouvoir » et de contrôler la mondialisation, dont les mérites n'en sont pas moins soulignés (développement du commerce mondial, augmentation de la création de richesses, amélioration de la circulation de l'information, multiplications des échanges culturels...). L'idée centrale est de ne pas subir la mondialisation, mais d'en avoir le contrôle et de l'organiser. Si les États nationaux continuent de jouer un rôle essentiel dans cette démarche, notamment à travers un « État providence préventif²⁷ » donnant à chacun les chances de maîtriser son destin – grâce surtout à la formation tant initiale que continue –, il est également fait appel à une coordination et une coopération internationales accrues, avec la fixation au niveau mondial de normes sociales et environnementales. On notera que les passages consacrés à la mondialisation dans la version adoptée au congrès de

27. *Soziale Demokratie im 21. Jahrhundert. Grundsatzprogramm der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, 2007, SPD-Parteivorstand, www.spd.de, traduction française effectuée par la Fondation Friedrich-Ebert, p. 8 et 28.

Hambourg ont été « durcis » dans un sens plus critique par rapport au projet arrêté au séminaire de la direction du SPD à Brême en janvier 2007. Ce dernier projet évoque dès la première partie, sous le chapeau « Le monde se rapproche », les bienfaits de la mondialisation qui « génère de la croissance et offre des perspectives d'avenir à l'homme des pays riches et pauvres²⁸ », tandis que la version de Hambourg préfère comme sous-titre « Les contradictions de la mondialisation²⁹ ».

Cette réorientation sur la question sociale et l'approche (plus) critique de la mondialisation n'ont pu endiguer la percée de Die Linke, comme le montrent à la fois les résultats aux scrutins régionaux de janvier et février 2008, sa persistance dans les sondages à un niveau autour de 12 % et sa « banalisation » dans l'opinion publique. Selon une étude parue à la suite des élections régionales de début 2008 et conduite par l'institut Allensbach³⁰, 33 % de l'ensemble des Allemands (28 % à l'Ouest et 55 % à l'Est) jugent le succès électoral de Die Linke « positif » (dont 33 % des

28. *Soziale Demokratie im 21. Jahrhundert, "Bremer Entwurf" für ein neues Grundsatzprogramm der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands*, Brême, janvier 2007, SPD-Parteivorstand, p. 2.

29. *Op. cit.*, p. 4.

30. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 20 février 2008 : Die Sogwirkung der Linkspartei.

électeurs du SPD et 43 % des électeurs des Verts). Deux éléments semblent expliquer les difficultés du Parti social-démocrate : le recentrage sur la question sociale est perçu par l'opinion publique comme « tardif », voire « opportuniste », notamment après l'ère Schröder dont plusieurs dirigeants du parti restent l'incarnation. Parmi eux, Frank-Walter Steinmeier, actuel ministre des Affaires étrangères et possible futur candidat à la Chancellerie a été, comme ancien chef de la Chancellerie, l'un des coconcepteurs de l'Agenda 2010, ce qu'il assume très bien.

L'autre élément d'explication est l'absence de stratégie claire et unitaire à l'égard de Die Linke. Alors que des coalitions gouvernementales SPD/PDS-Linke ont été constituées au niveau des Länder de l'Est, dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale de 1998 à 2006 et, à Berlin, à la suite des élections régionales de 2001, alliance « rouge-rouge » reconduite dans la capitale allemande en 2006, ou un gouvernement minoritaire formé avec le soutien du PDS en Saxe-Anhalt en 1994, le sujet divise à l'Ouest, comme l'a illustré le cas de la Hesse. À la suite de l'élection du 28 janvier 2008, la tête de liste sociale-démocrate, Andrea Ypsilanti, avait envisagé d'accéder à la présidence du Land en formant avec

les Verts un gouvernement minoritaire soutenu par Die Linke, après avoir rejeté l'idée d'une grande coalition SPD-CDU et constaté l'impossibilité de former une alliance avec les libéraux et les Verts. Une députée au parlement régional, Dagmar Metzger, originaire de Berlin-Ouest et qui a vécu de près la division du pays, a affirmé que sa conscience lui interdisait de soutenir toute formation d'un gouvernement avec l'aide d'un parti coresponsable de la construction du Mur. Elle a ainsi contraint Andrea Ypsilanti à ne pas se présenter à l'élection lors de la première session de l'assemblée régionale, par peur de ne pas faire le plein des voix dans son propre camp. La controverse a pris une autre dimension lorsque la presse, après une indiscretion, a rendu compte de la teneur d'une conversation entre des journalistes et le président du SPD le 18 février 2008. Lors de cet échange, Kurt Beck aurait laissé entendre qu'Andrea Ypsilanti pouvait très bien bénéficier de l'apport des voix de Die Linke pour se faire élire ministre-présidente, propos qui ont provoqué un véritable déferlement dans les médias et le monde politique allemands.

Dans les deux cas, les réactions au sein du SPD ont montré que ce dernier n'avait pas de « ligne » sur le sujet. Elles furent vives, qu'elles soient publiques, comme celle de Klaas Hübner, vice-

président du groupe parlementaire social-démocrate au Parlement fédéral, pour qui « un rapprochement avec Die Linke, voire une coalition à l'Ouest, est dangereux pour le SPD, car chaque voix gagnée à gauche est une voix perdue au centre³¹ » ; ou entendues, comme celles de Frank-Walter Steinmeier, de l'ancien vice-chancelier et président du SPD Franz Müntefering ou du président du groupe parlementaire, Peter Struck, qui déclara devant les députés que « les oppositions entre le SPD et Die Linke sont insurmontables³² », qu'il s'agisse par exemple de la politique étrangère, ou encore de la politique économique. D'autres préférèrent laisser entendre que le SPD serait de toute façon dorénavant confronté à la question d'une éventuelle coopération avec Die Linke, qu'il ne servait à rien de nier le problème et qu'il valait mieux commencer à envisager une ouverture au niveau local. Ainsi le maire de la capitale, Klaus Wowereit, qui gouverne avec Die Linke³³, considère que « le SPD ne pourra pas éviter la discussion sur son rapport avec Die Linke », constatant qu'« à Berlin, les représentants de cette formation politique sont pragmatiques³⁴ ».

31. *Die Zeit*, 3 février 2008.

32. *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 mars 2008.

33. *Die Welt am Sonntag*, 9 mars 2008.

34. *Der Spiegel*, 2 juin 2008.

La question divise le SPD de la base au sommet, comme le montre une lettre rédigée par huit maires sociaux-démocrates de moyennes et grandes villes du Bade-Wurtemberg, dans laquelle ils rejettent toute collaboration avec Die Linke, « tant les oppositions paraissent insurmontables et tant certains membres de ce parti ont conservé une attitude hostile à la démocratie³⁵ ». La tentation est grande de vouloir réduire la controverse à une polarisation entre une « aile gauche » du SPD, autour d'Andrea Nahles, vice-présidente du parti, et de « L'Atelier » (Denkfabrik), qui considérerait un rapprochement avec Die Linke comme inéluctable, voire souhaitable, et une « aile droite », autour de Frank-Walter Steinmeier, Peer Steinbrück et Peter Struck, le Cercle de Seeheim (Seeheimer Kreis) et les réformateurs du groupe des Netzwerker, aile qui y serait opposée. Toutefois, ce schéma ne rend pas compte de la complexité du débat.

En effet, cette dichotomie ne peut pas être le seul élément de compréhension. Gesine Schwan, candidate sociale-démocrate à la présidence fédérale, est une universitaire réputée dont les positions critiques à l'égard des discussions engagées à partir du milieu des

35. Document présenté dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 mars 2008.

années 1980 entre le SPD et les partis communistes de l'Est, parmi lesquels le Parti communiste d'Allemagne de l'Est, lui ont valu quelque hostilité. En 1984, elle a notamment été évincée de la commission du programme pour avoir reproché à Willy Brandt sa complaisance à l'égard des régimes communistes. Interrogée sur l'éventualité d'une coalition gouvernementale SPD-Linke à l'avenir, elle n'en déclare pas moins que cela lui semble « possible d'un point de vue théorique, l'actuelle constitution en blocs politiques étant amenée à éclater ». Critique à l'égard de Die Linke qui « n'apporte aucune réponse aux questions de notre époque (...) et défend une sorte de socialisme étriqué et nationaliste », elle ajoute cependant : « L'intégration de Die Linke est un défi qui nous concerne tous. C'est important pour notre démocratie (...). Si ce parti participe à des gouvernements en Allemagne orientale, si dans l'ensemble de l'Allemagne 4,1 millions de personnes ont voté en sa faveur, puis-je vraiment rejeter ces voix ?³⁶ »

La position officielle du parti n'a pas mis un terme au débat. Elle n'a fait que le repousser. Le 25 février 2008, saisi sur le cas de la Hesse, le bureau national du SPD a en effet invité sa candidate à

36. *Der Spiegel*, 2 juin 2008.

engager des négociations prioritairement avec les libéraux et les Verts, ensuite avec la CDU. En cas d'échec de ces négociations, la question de savoir si (et quand) la candidate se soumettrait aux suffrages de l'assemblée, quitte à se faire élire grâce aux voix de Die Linke, « relevait d'une décision prise au niveau des fédérations, comme cela est, sera et a toujours été le cas ».

Tout en rendant possible, après de multiples contorsions, une ouverture au niveau local, le SPD rejette toute idée de coopération au niveau fédéral « du fait d'oppositions insurmontables sur de grands sujets de dimension nationale³⁷ », comme la politique étrangère et de sécurité, la politique économique et l'assainissement des finances publiques. Les obstacles à une ouverture plus large sont nombreux : la présence à la tête de Die Linke d'Oskar Lafontaine, toujours considéré comme un renégat par une partie du SPD ; la sensibilité très hétéroclite (marxistes, trotskistes, néo-communistes, altermondialistes, anciens membres du SPD, syndicalistes...) des 72 000 membres de Die Linke, dont une large part – 61 000 – étaient auparavant adhérents du PDS – une partie de

ces derniers, principalement à l'Est, ayant par ailleurs été avant 1989 membres du SED, avec ce que cela suppose de rapport ambigu à la démocratie ; les incompatibilités politiques fortes, par exemple dans le domaine de la politique étrangère, où Die Linke réclame le retrait immédiat des troupes allemandes d'Afghanistan et la remise en cause de l'appartenance à l'Otan.

Il existe également entre les deux partis un passé qui sépare. La division du pays est encore présente dans les esprits, tout comme le sort subi par de nombreux sociaux-démocrates opposés à la fusion entre le SPD et les communistes organisée en 1946 en zone d'occupation soviétique, ou victimes de l'épuration engagée à partir de 1948 par l'administration soviétique. On le voit, si le SPD ne peut plus faire l'économie d'une position claire sur sa relation avec Die Linke, les obstacles à un rapprochement sont autant de nature politique que culturelle.

37. *Beschluss des SPD-Parteivorstands vom 25. Februar 2008*, www.spd.de, Aktuell News, p. 1.

CONCLUSION

Le Parti social-démocrate allemand est pris en tenaille entre une gauche radicale qui s'installe dans le paysage politique et se réclame elle aussi de l'héritage du mouvement ouvrier, et le « centre » – au sens allemand de *Mitte*, à la fois cœur de la société et de l'électorat – également revendiqué par la CDU qui, en signant le 17 avril 2008 un accord avec les Verts pour gouverner le Land de Hambourg, a fait preuve de flexibilité et d'ouverture, tout en élargissant son champ potentiel d'alliances. Outre la menace électorale que représente ce dilemme, le débat sur le rapport à la gauche radicale touche à l'identité de la social-démocratie, qui n'a pas pu ou n'a pas voulu anticiper cette situation. Les réformes conduites par Gerhard Schröder, dont une très large majorité des économistes reconnaissent le rôle dans la reprise de l'économie allemande à partir de 2006 – on lui attribue communément un tiers de la croissance et un rôle important dans le recul du chômage – ont été vécues comme injustes et brutales par une partie de la population déjà fragilisée à la suite des restructurations économiques engendrées par l'unification et les sacrifices consentis en termes de salaires au

nom de la compétitivité. Cette politique de réformes présentée au nom de la modernisation et menée en opposition – souvent frontale – avec les syndicats, même les plus réformistes, a durablement laissé des traces, alors que dans le même temps Gerhard Schröder s'est montré hostile à tout rétablissement de l'impôt sur la fortune et à la généralisation d'un salaire minimum. Il en est ressorti le sentiment que les sacrifices étaient toujours demandés aux mêmes, les plus modestes, auxquels la protection de l'État providence était retirée. Le mécontentement a même occulté les efforts importants parallèlement faits en matière d'éducation et de recherche.

Le succès du consensus construit après la guerre reposait sur l'idée que l'un des fondateurs de l'économie sociale de marché, le chrétien-démocrate Ludwig Erhard, a érigée en 1957 en titre de livre, *Wohlstand für alle* (« Prospérité pour tous »), l'objectif étant de « dépasser définitivement l'ancienne structure sociale à travers la distribution d'un pouvoir d'achat élevé à une large majorité³⁸ ». Or, même le SPD, qui a perdu 130 000 adhérents

38. Ludwig Erhard, *Wohlstand für alle*, Düsseldorf, Econ, 1957, rééd. 1990, p. 7.

depuis 2002, a pu donner l'impression d'avoir oublié cet adage en réalisant au nom de l'adaptation exigée par la mondialisation des réformes qui, par la rapidité de leur mise en œuvre et leur aspect socialement unilatéral, ont privé les citoyens, et pas seulement les plus fragiles, du sentiment d'un minimum de sécurité. Aux yeux de l'opinion, la chancelière Angela Merkel est même apparue a posteriori comme « plus sociale » que son prédécesseur. Elle a accepté de revoir à la hausse la durée de versement de l'allocation chômage et d'augmenter la part de revenu qu'un chômeur pourrait conserver d'une activité annexe, a relevé le niveau des retraites au-delà de ce qui était prévu et engagé une politique familiale audacieuse. Les repères politiques en ont été brouillés et le SPD s'est trouvé disqualifié en matière de politique sociale.

La réorientation au congrès de Hambourg n'a pas permis de modifier cette perception, tant elle a été ressentie moins comme une affaire de conviction que comme une nécessité apparue sous la pression de... Die Linke. Pour ne pas avoir proposé suffisamment tôt une analyse de la mondialisation qui reconnaisse ses bienfaits mais cherche aussi à contenir à l'aide de mesures

concrètes ses dérives et ses excès sans tomber dans un protectionnisme anachronique, le SPD a permis à un discours radical de se développer et de prospérer. C'est une leçon à méditer !

LES ESSAIS DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : GILLES FINCHELSTEIN
RÉDACTEUR EN CHEF : LAURENT COHEN

CONCEPTION MAQUETTE : A&CO - IOW
RÉALISATION : B&A

FONDATION JEAN-JAURÈS
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
TÉLÉPHONE : 01 40 23 24 00
TÉLÉCOPIE : 01 40 23 24 01
COURRIEL : fondation@jean-jaures.org
SITE INTERNET : www.jean-jaures.org

Jacques-Pierre Gougeon

Die Linke

En Europe, la gauche peine à trouver la faveur des électeurs. En France, une offre politique à la gauche du parti socialiste se structure.

Dans ce contexte, l'évolution du paysage politique allemand mérite une analyse approfondie. Jacques-Pierre Gougeon décrit l'émergence de cette nouvelle force politique – Die Linke – qui concurrence le parti social-démocrate. Il explique les débats qui traversent le SPD sur les alliances de demain.

Il montre que, pour ne pas avoir suffisamment tôt proposé une analyse de la mondialisation qui reconnaisse ses bienfaits mais cherche aussi à contenir ses dérives, le SPD a permis à un discours radical de prospérer.

www.jean-jaures.org

ISBN : 2-910461-68-8

4 €